

**LA GAUCHE POLITIQUE ET SYNDICALE**  
**DANS LES CAMPAGNES VITICOLES DU MIDI**  
**(1848 - 1939)**

**PAR M. Jean SAGNES**

Lorsque, au début du  $\text{XIX}^{\text{e}}$  siècle, Michel Augé-Laribé fait paraître son ouvrage intitulé : « Le problème agraire du socialisme : la viticulture industrielle du Midi de la France », (Giard et Brière, 1907), il a essentiellement à l'esprit les campagnes du Bas-Languedoc et du Roussillon. Tel est l'espace géographique que désigne alors le terme « Midi » et, plus encore, l'expression de « Midi-viticole ». Les campagnes des quatre départements qui vont du Rhône aux Pyrénées (Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales) sont en effet depuis le milieu du  $\text{XIX}^{\text{e}}$  siècle le lieu privilégié en France du développement de la monoculture de la vigne (1). Non pas que la vigne apparaisse alors dans la région, car elle y est fort ancienne et date pour le moins de la colonisation romaine mais, après avoir été pendant des siècles un élément culturel parmi d'autres, la vigne tend à recouvrir plaines et coteaux faisant disparaître champs de céréales et olivettes. C'est l'arrivée du chemin de fer au milieu du  $\text{XIX}^{\text{e}}$  siècle qui a provoqué cette véritable révolution économique car désormais le vin peut être transporté vite et loin à des tarifs avantageux. La région connaît alors une belle prospérité dans les années 1850-1870.

A la fin des années 1870 toutefois, le vignoble régional comme le vignoble français tout entier est dévasté par le phylloxéra. Après des années de recherches fébriles, la parade est trouvée : désormais on greffera des plants américains résistants au puceron sur les vignes françaises. L'expansion du vignoble méridional reprend alors à nouveau vigoureusement. Cette reconstitution post-phylloxérique du vignoble de la région nécessite des dépenses considérables qui avantagent la grande propriété car la vigne est désormais l'objet de soins constants et onéreux. La grande propriété s'étend tandis que beaucoup de petits propriétaires, tout en conservant leur lopin de terre, doivent louer leurs bras dans les grands domaines. Alors achève de se mettre en place dans les campagnes un important prolétariat viticole. L'usine à vin du Midi tourne désormais à plein, apportant à nouveau durant la dernière décennie du  $\text{XIX}^{\text{e}}$  siècle une grande prospérité suivie au début de notre siècle par une grave crise de mévente, conséquence de l'entrée de la viticulture dans l'économie de marché.

De plus, le développement de la vigne a accentué des tendances fort anciennes au regroupement de l'habitat dans des villages aux maisons serrées les unes contre les autres autour de la place centrale et d'un ou plusieurs cafés qui sont autant de lieux de sociabilité. La région enfin, était traversée dans l'Antiquité par la Via Domitia, route romaine faisant communiquer l'Italie à l'Espagne, ce qui est assez dire qu'il s'agit depuis longtemps d'une voie de passage, passage de marchandises, d'hommes et d'idées. Le catharisme puis le protestantisme y avaient prospéré dans le passé tandis que

l'identité occitane et catalane y sont encore très perceptibles au milieu du  $\xi\xi^e$  siècle. Incontestablement, nous avons là un ensemble de facteurs favorables au développement et à l'accueil d'idées de protestation et de transformation sociales voire politiques, de contestation des hiérarchies, d'un égalitarisme diffus s'accompagnant d'une méfiance permanente à l'égard des manifestations d'autorité du pouvoir central (2). Faut-il voir dans cette opposition au pouvoir central une manifestation plus ou moins consciente de l'identité occitane ? On peut le penser. Enfin, pour notre propos, il est nécessaire non seulement de distinguer ce qui émane des campagnes elles-mêmes, et ce qui provient des villes, ou encore de l'extérieur de la région, mais aussi de faire le départ entre, ce qui est simple manifestation de corporatisme social aussi justifié celui-ci puisse-t-il paraître, et ce qui répond à des motivations apparemment plus altruistes.

Du milieu du  $\xi\xi^e$  siècle aux années 1890, le progressisme politique dans les campagnes languedociennes et roussillonnaises prend le visage de la République rouge. C'est cette République, fille de la Révolution française, idéalisée, égalitaire, qu'appellent de leurs vœux les démocrates des villes et des campagnes dès avant 1848. Dans les villages du Gard et de l'Hérault, « le souvenir de la Révolution française est la pièce maîtresse de la culture politique populaire »(3). On peut même parler d'un véritable culte de Robespierre. Dans le village de Saint-Thibéry, près de Béziers, le 21 décembre 1851, en pleine répression anti-républicaine quelques jours après le coup d'Etat, un habitant du village se rend à la fontaine publique une cruche sur la tête en chantant une chanson qui contient ces vers significatifs :

*"Bénéissons Robespierre (bis)*

*Bénéissons à jamais,*

*Robespierre et ses bienfaits"(4)*

Immédiatement arrêté, envoyé à Béziers, il est déporté en Algérie.

Dans le Gard, le nom de Robespierre est associé à la nécessaire terreur révolutionnaire à l'égard des ennemis de la République :

*« Un jour le ciel bénira Robespierre*

*La République n'aura plus d'embarras*

*Un peu de sang arrosera nos fêtes*

*Avec plaisir, nous y tremperons les mains*

*Ah qu'il est doux de voir tomber des têtes*

*Voici pourquoi je suis républicain » (5) .*

Il faut bien évidemment replacer cela dans le contexte de 1851, veillée d'armes pour les républicains comme pour les défenseurs de l'ordre, à un moment où la répression gouvernementale

ayant déjà fortement frappé les militants républicains, ceux-ci rêvent de revanche. On est pourtant étonné de la vigueur de la tradition révolutionnaire non seulement dans les villes de la région mais aussi dans les villages où des républicains adoptent le surnom de Robespierre ou en font le prénom de leurs enfants.

Cette tradition révolutionnaire a trouvé depuis quelque temps un moyen privilégié d'expression politique : la société secrète, déjà présente un peu partout dans les villes et les campagnes entre 1834 et 1848 (6). Immédiatement après la révolution de février 1848 qui se traduit par la reconnaissance de la liberté d'association, les sociétés secrètes apparaissent au grand jour souvent sous forme de clubs. Pourtant, l'échec des journées parisiennes de juin 1848 marque le début d'une période de répression des activités des républicains montagnards encore appelés rouges ou démocrates socialistes. Trois lois (en juillet 1848, juin 1849 et juillet 1850) remettent en question cette liberté d'association et les républicains avancés sont contraints de revenir à la société secrète tandis que continuent à exister des clubs républicains ouvertement plus modérés mais qui constituent quelquefois de simples couvertures pour les sociétés secrètes.

S'il ne fait aucun doute que les chefs républicains montagnards de l'époque sont des légalistes à l'idéologie plus humanitaire que révolutionnaire, les masses populaires urbaines et rurales sont réputées dangereuses pour l'ordre et la propriété (7). Il faut dire que les références appuyées à la terreur de l'An II et des propos non équivoques ici ou là à l'encontre des propriétaires ont alerté les conservateurs. C'est même dans les campagnes rouges (et les départements du Bas-Languedoc et du Roussillon en font partie) que le parti de l'ordre redoute le plus un soulèvement révolutionnaire : non pas tant une insurrection urbaine sous la forme de barricades que la jacquerie c'est-à-dire la révolte paysanne.

Dans les départements du Gard et de l'Hérault, le réseau des sociétés secrètes dans les campagnes est particulièrement dense. Dans le Gard, la période d'apogée de constitution de ces sociétés secrètes vivant en symbiose avec les clubs autorisés va de 1849 à 1851. C'est ce qu'on appelle alors la Nouvelle Montagne que traquent les autorités notamment par des arrestations en octobre 1850 sans pour autant affaiblir le mouvement. Au moment du coup d'Etat, la Nouvelle Montagne est présente sous forme de sociétés secrètes dans 93 communes du département, essentiellement au centre autour d'Anduze et Lédignan, au sud autour de Vauvert, à l'est autour de Remoulins (8). Ce sont donc les campagnes plus que les villes, ou au moins autant que les villes de Nîmes et d'Alès, qui sont gagnées au républicanisme rouge.

Dans l'Hérault, le réseau des sociétés secrètes est particulièrement dense dans les campagnes du Biterrois, du Saint-Ponais, dans la vallée de l'Hérault, le Lunellois. Ces sociétés ont un cérémonial d'affiliation qui rappelle les pratiques des Carbonari et font jurer à leurs adhérents le secret de leurs délibérations. Ces pratiques, quelquefois grossies par les autorités, inquiètent l'opinion conservatrice. Il faut ajouter que, dans les campagnes plus que dans les villes, l'esprit de lutte des classes colore bien souvent le combat montagnard. C'est qu'ici la crise économique viticole de 1848 et de 1849 a

approfondi le fossé entre d'une part, les propriétaires aisés et moyens et, d'autre part, les petits paysans, les ouvriers agricoles auxquels se joignent les artisans de village. Le républicanisme montagnard exprime alors en grande partie un véritable messianisme révolutionnaire dont on attend qu'il résolve tous les problèmes. Dans ces villages, où la langue quotidienne est toujours l'occitan, et non le français, il n'est pas rare d'entendre proférer à l'égard de tel ou tel propriétaire cossu ou réputé tel le cri de « Aosso-lou » littéralement « Hausse-le, Pends-le » que l'on pourrait traduire beaucoup mieux en référence à la Révolution Française : « A la lanterne »! Ce sont là des cris de mort qui glaçant d'épouvante les « gens de bien », les propriétaires, et inquiètent les autorités. Celles-ci procèdent alors à des arrestations massives comme dans le Gard et déclarent avoir mis à jour des complots : complot de Béziers en mai 1850, complot de Berlou en octobre 1851. Si le complot de Béziers implique essentiellement des artisans urbains, celui de Berlou nous intéresse davantage car il s'agit d'un tout petit village du Saint-Ponais où naturellement les paysans sont les premiers impliqués (9).

Malgré toutes ces arrestations préventives, le mouvement montagnard, dans les villes comme dans les campagnes, et peut-être plus dans les campagnes que dans les villes, est toujours vigoureux et se prépare à l'affrontement de 1852, année où doivent avoir lieu les élections présidentielles et législatives. Certains mettent leurs espoirs dans une victoire électorale, d'autres attendent le salut d'un soulèvement armé. Il est certain que dans les campagnes du Bas-Languedoc et du Roussillon comme dans d'autres campagnes de France (de la Nièvre à la Provence), on s'y prépare. Mais on sait comment, le 2 décembre 1851, le prince-président Louis Napoléon Bonaparte prend tout le monde de court par son coup d'Etat. Or, ce qu'il est particulièrement intéressant de souligner pour notre propos c'est qu'en Languedoc-Roussillon la réaction la plus vigoureuse contre le coup d'Etat vient des campagnes plus que des villes. Dans le Gard, les insurgés des campagnes marchent sur Nîmes. Dans l'Hérault, ceux des villages environnants font de même sur Béziers. Dans les Pyrénées-Orientales, les sociétés secrètes des villages rassemblent des centaines d'hommes armés qui se dirigent vers Perpignan mais, en l'absence d'ordres précis, se dispersent.

L'examen des listes de républicains condamnés pour résistance au 2 décembre va dans le même sens. Dans le Gard, sur le millier de personnes poursuivies pour s'être opposées au coup d'Etat, seulement 27 sont de Nîmes et 24 d'Alès alors que 42 % des communes du département ont des victimes de ce type. Dans l'Hérault, sur 965 inculpés, 340 soit le tiers sont des cultivateurs, c'est-à-dire en général de petits paysans qui sont aussi journaliers. C'est le premier groupe touché, avant celui des artisans et ouvriers et bien plus que celui des journaliers agricoles. Dans les Pyrénées-Orientales, ce sont les journaliers agricoles qui sont le plus frappés par la répression. Ils représentent plus de la moitié du demi millier d'inculpés (10).

Après le coup du 2 décembre, l'organisation républicaine est anéantie pour des années, mais l'esprit républicain couve sous la cendre durant les deux décennies du Second Empire. Il demeure dans les zones rurales de la plaine et se manifeste notamment lors des élections de 1869 et de 1871. On notera toutefois, que c'est dans les villes de la région et non dans les campagnes que se manifeste en

1871 un soutien d'ailleurs limité à la commune de Paris. Seule la commune de Narbonne en mars 1871 est l'objet de mouvements de sympathie dans son environnement rural de Coursan à Olonzac et à Cuxac d'Aude (11).

De même, c'est dans les villes que s'implante au début des années 1870 l'Association Internationale des Travailleurs ou Première Internationale. Par contre, la paysannerie républicaine du Languedoc et du Roussillon s'exprime à nouveau avec vigueur au moment de la lutte contre l'ordre moral et contribue au succès des républicains aux diverses élections de 1876 à 1878. Les premiers pas du socialisme guesdiste à compter de 1879 sont ici également plus urbains que ruraux : Béziers, Sète, Nîmes, Alès, Narbonne, Perpignan passent au-devant de la scène politique. Ce sont les ouvriers des villes qui sont les premiers touchés par la propagande socialiste qui, il est vrai, les vise en priorité. Les ouvriers agricoles demeurent pour l'essentiel en dehors de ce premier essai d'organisation socialiste. Pourtant, lorsqu'en, 1881, deux candidats socialistes (Paul Brousse dans la 1ère circonscription de Montpellier et Louis Xavier de Ricard dans la 2ème de Béziers) se présentent aux suffrages des électeurs, Brousse obtient 15 % des votants et Ricard 21 %. Si la preuve est faite qu'une partie des électeurs républicains peut se muer en électeurs socialistes, cette avancée socialiste n'est encore qu'un feu de paille dans l'Hérault comme est un échec en 1881 une première tentative de constitution d'une fédération socialiste dans les Pyrénées-Orientales. Les années 1880 sont essentiellement des années d'affermissement de la victoire des républicains ici comme dans le reste du pays, ces républicains étant eux-mêmes divisés en républicains opportunistes et républicains radicaux. Peut-on dire que les programmes des diverses familles républicaines, qui l'emportent alors partout dans la région et dans le pays, sont progressistes ? La question est ouverte. Si l'on prend en compte le programme de ces listes où figurent la décentralisation administrative, la suppression du Sénat, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'extension de l'enseignement laïque, l'impôt sur le revenu, la reconnaissance des syndicats, l'on répondra par l'affirmative à la question posée. Par contre, si l'on considère la pratique de conservation sociale qui a été celle des républicains opportunistes au pouvoir puis des radicaux, si l'on considère leur rudesse face au mouvement ouvrier, la réponse sera plus nuancée. J'avoue ma perplexité car il est difficile de ne pas considérer les lois laïques, la séparation, l'impôt sur le revenu, les libertés fondamentales comme autant de manifestations d'idées progressistes. Toutefois, par souci d'éviter un exposé démesurément allongé, dans la suite de mon propos, je m'attacherai uniquement à vous entretenir de l'aile gauche du progressisme politique à compter des années 1890.

Des années 1890 à la Première Guerre Mondiale, le progressisme politique le plus avancé dans les campagnes viticoles prend de plus en plus le double visage du socialisme, qui s'adresse à la paysannerie dans son ensemble, toutes catégories sociales confondues, et du syndicalisme qui, lui, ne s'adresse qu'aux journaliers agricoles.

Les pionniers du socialisme dans les années 1890 sont ici les socialistes guesdistes du parti ouvrier qui s'appuient sur le programme agricole que ce parti a mis sur pied au congrès de Marseille de 1892. Les guesdistes ne sont pas les premiers à avoir élaboré un tel programme. Avant eux, les socialistes possibilistes ont proposé des mesures concrètes en faveur des paysans comme la mise en commun de matériels agricoles ou la taxation de produits agricoles et, pour les ouvriers, la fixation des salaires conjointement par les conseils municipaux et les syndicats ouvriers. Mais les possibilistes ne parviennent pas à s'implanter dans les campagnes du Bas-Languedoc et du Roussillon et la candidature de Paul Brousse aux législatives de 1881 n'a pas de suite. C'est de tout autre chose qu'il s'agit avec les guesdistes parce que le programme du congrès de Marseille est plus élaboré. Ce congrès prévoit, en effet, des mesures immédiates et concrètes en faveur des différentes composantes de la paysannerie étant bien entendu, comme le rappellera deux ans plus tard, en 1894, le congrès de Nantes, que le but ultime reste la propriété collective des moyens de production sans toutefois que le socialisme ait à précipiter cette disparition. Pour les petits exploitants, le congrès de Marseille prévoit toute une série de mesures susceptibles d'améliorer leur situation et qui vont de l'interdiction d'aliéner les biens communaux à la révision du cadastre en passant par l'achat par les communes de machines agricoles, la création d'associations pour l'achat d'engrais et de semences et pour la vente de produits agricoles. Pour les fermiers et les métayers, le PO demande la réduction des baux et l'attribution d'une indemnité de fin de fermage et de métayage. Enfin, pour les ouvriers agricoles, il est proposé un salaire minimum fixé par les conseils municipaux et les syndicats ouvriers, la création d'un conseil de prud'hommes et d'une caisse de retraite alimentée par les versements des grands propriétaires. Ce programme du congrès de Marseille inspire par la suite les programmes agraires du parti socialiste SFIO puis du parti communiste français. Comme on le voit, il s'agit d'un programme de réforme qui ne remet pas en question la propriété paysanne mais qui entend améliorer la situation des plus démunis des membres de la paysannerie par l'entraide et la réduction des avantages et privilèges des plus aisés. C'est en ce sens que l'on peut parler de progressisme.

Recueillant l'héritage républicain d'extrême gauche dans les villes mais aussi dans les campagnes, les guesdistes s'implantent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans la plaine viticole du Gard, de Hérault, du Narbonnais et, dans une moindre mesure, du Roussillon. De 1888 à 1892, ils disposent d'un député élu en Narbonnais : le médecin Ernest Ferroul. Ils progressent aux élections de 1893 et de 1898. A cette date, ils ont deux députés : l'instituteur Ulysse Pastre dans la circonscription du Vigan (Gard) et l'ouvrier typographe Jean-Baptiste Bénézech dans celle de Montpellier qui sont rejoints à nouveau par Ferroul un an plus tard. Les progrès sont sensibles aux élections suivantes : cinq députés en 1906, six en 1910, six encore en 1914 malgré des défections de divers députés sortants. Durant toute cette période, ce sont les campagnes viticoles qui assurent les succès des socialistes bien plus que les centres urbains (13).

Une originalité du socialisme en milieu paysan languedocien et roussillonnais tient au développement d'une première expérience de coopération de production viticole. A l'origine du mouvement, il y a l'action de deux socialistes, l'un cafetier, Camille Reboul de Mudaison près de Montpellier, l'autre limonadier, Elie Cathala de Béziers. Le premier est le fondateur en octobre 1901 de la première coopérative viticole de la région, celle de Mudaison, le second de la deuxième, celle de Maraussan deux mois plus tard. Dans un climat de crise viticole où le vin se vend très mal, quelques dizaines de petits viticulteurs se regroupent afin de vendre leur vin en commun au meilleur prix. C'est à Maraussan que l'expérience connaît son plus grand succès. C'est à Maraussan qu'est construite en 1905 la première cave coopérative. Si ces petits viticulteurs ont osé faire ce grand pas en avant si difficile à opérer en milieu paysan parce qu'il va à l'encontre de l'individualisme de ce milieu, c'est parce que ces coopératives adhèrent à la Bourse des coopératives socialistes de France. Grâce à cette adhésion, les coopératives viticoles sont assurées de vendre leur récolte (en pleine crise de mévente !) aux coopératives socialistes de consommation de la région parisienne ou des régions ouvrières de France. Ce sont en effet ces achats préférentiels qui assurent le succès de l'entreprise. Mais en même temps, le second but de cette coopération socialiste est politique et idéologique : une partie des bénéfices doit aller au fonctionnement du parti socialiste et la coopérative doit être un exemple concret de communisme. C'est ainsi qu'à Maraussan, une vigne commune est achetée par la coopérative et travaillée par l'ensemble des coopérateurs (14).

Dans les années qui suivent, le mouvement gagne plusieurs communes de l'Hérault puis, à partir de 1907, les Pyrénées-Orientales (15). Cependant, la même année un conflit survient entre les coopératives viticoles de production et les coopératives de consommation. Ce conflit porte sur le prix du vin. Les premières sont accusées de vouloir vendre leur vin trop cher et en 1911 les coopératives socialistes du Midi sont exclues de la Bourse des coopératives socialistes de France. L'expérience toutefois se poursuit dans un autre cadre grâce à l'aide qu'apportent depuis la loi de 1906 les caisses régionales de Crédit Agricole. Quoiqu'il en soit, la preuve est faite que la coopération de production est viable et désormais le mouvement coopérateur va se développer dans l'ensemble de la région en dehors toutefois des implications idéologiques et politiques de la phase initiale.

Le syndicalisme ouvrier dans les campagnes est quasiment contemporain de l'implantation du socialisme. Les syndicats ouvriers agricoles sont constitués autour de 1890 : en 1891 à Maraussan et Montpellier, en 1892 dans l'Aude et en 1893 Pyrénées-Orientales, l'Hérault puis le Gard. A l'origine, on trouve en général des socialistes guesdistes. De 1894 à 1901, des congrès régionaux corporatifs se réunissent chaque année pour élaborer les revendications ouvrières générales concernant les salaires, la durée de la journée de travail, l'institution de la prud'homme dans l'agriculture, la retraite à 55 ans. L'année 1902 représente une année essentielle pour le développement du syndicalisme ouvrier agricole dans la région. D'une part, en juillet, se constitue une fédération des syndicats ouvriers agricoles de l'Hérault suivie quelque temps après par une création analogue dans les Pyrénées-Orientales. Mais le grand fait est, en septembre de la même année, la tenue à Montpellier du congrès national de la CGT

avec comme un des objectifs avérés, le développement du syndicalisme ouvrier dans les campagnes. C'est un succès et en août 1903 tous les syndicats ouvriers agricoles de la région adhèrent à la CGT. se regroupent dans une Fédération des Travailleurs Agricoles du Midi (FTAM) dont les dirigeants sont des syndicalistes révolutionnaires intransigeants. Comme les autres dirigeants de la CGT de l'époque, ils affirment que le but de leur fédération est " l'affranchissement des travailleurs et l'anéantissement de la classe capitaliste". Pour eux la solution viendra de la grève générale révolutionnaire et ils ne font guère confiance aux socialistes parlementaires.

Quelques mois seulement après sa constitution, la FTAM peut démontrer ses capacités d'action. L'ampleur de la crise de mévente du vin ayant amené dès 1901 les propriétaires à abaisser fortement les salaires et à augmenter le chômage partiel, les syndicats ont protesté. Lorsqu'ils apprennent à l'automne 1903 que les cours du vin se sont relevés, ils réclament également le relèvement des salaires. Devant le refus des patrons, la grève est déclenchée fin 1903-début 1904. Des Pyrénées à la plaine du Bas-Rhône, ce sont des dizaines de villages qui sont touchés. Les grévistes bénéficient de circonstances politiques favorables : le gouvernement du bloc des gauches dirigé par Emile Combes ne leur est pas hostile. Aussi cette première vague de grèves se solde-t-elle par des succès importants : augmentation de salaires allant jusqu'à 68 %, diminution de la journée de travail allant jusqu'à 7 heures et même à 6 heures, établissement de contrats de travail. Une seconde vague de grèves a lieu en décembre 1904 pour harmoniser les conditions de travail et de salaires au niveau régional. Ce second mouvement n'obtient pas le même succès mais le bilan général des deux vagues de grèves est positif pour les ouvriers qui, de plus, ont affirmé leurs forces nouvelles par des piquets de grève et de multiples défilés et manifestations qui ont attiré l'attention de la presse nationale. C'est le plus important mouvement de grèves agricoles que la France ait connu jusqu'à cette époque (16).

Mais ce mouvement de grèves a effrayé les grands propriétaires qui cherchent alors d'une part, à mettre sur pied des syndicats mixtes ou même des syndicats jaunes et d'autre part à entraîner les ouvriers dans une lutte commune contre la fraude sur les vins présentée quelque peu abusivement comme la cause essentielle de la crise viticole. Une première tentative des grands propriétaires pour entraîner les ouvriers dans une lutte commune sur ces bases a lieu en 1905. Elle se heurte aux réticences des syndicats ouvriers et des socialistes. Elle échoue. Une seconde, au printemps 1907, surgit de façon inattendue à l'initiative d'un petit viticulteur d'un village du Narbonnais Marcellin Albert. Elle connaît un succès extraordinaire. Avec pour seul mot d'ordre la lutte contre la fraude, des foules énormes se rassemblent de dimanche en dimanche au cours du printemps 1907 pour culminer à Montpellier le 9 juin 1907 avec plus de 500 000 manifestants (17). L'affaire se solde par six civils tués par l'armée à Narbonne, la mutinerie du 17<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, le vote d'une loi contre la fraude en juin 1907 et, en septembre, par la création d'une Confédération générale des vignerons du Midi, organisme qui prétend réunir propriétaires et ouvriers affaiblissant ainsi gravement les syndicats ouvriers agricoles qui connaissent de ce fait une hémorragie d'adhérents. Malgré la présence du socialiste Ferroul parmi les manifestants, malgré le chant du 17<sup>ème</sup> composé pour la circonstance par le

chansonnier parisien Montéhus en l'honneur des soldats mutinés, malgré le soutien qu'apporte la CGT. parisienne aux mutinés, on ne peut ranger ce mouvement typiquement agrariste dans la catégorie des manifestations du progressisme en milieu rural (18) sauf à considérer que l'affrontement avec l'Etat suffit pour cela. La présence discrète mais efficace à toutes les étapes du mouvement des grands propriétaires, l'absence totale de revendications en faveur des ouvriers agricoles, le soutien sans faille des royalistes suffisent à démontrer qu'agrarisme et progressisme politique vont difficilement de pair (19). Un mouvement corporatiste de producteurs (paysans, commerçants) a sa noblesse comme un mouvement de salariés sans pour autant que la signification politique soit la même dans l'un ou l'autre cas.

Dans l'histoire politique et syndicale des campagnes viticoles, la coupure principale n'est pas celle de la guerre de 1914-1918 mais bien plutôt celle des années 1920-1922 qui sont celles de la scission du parti socialiste et de la naissance du parti communiste d'une part ainsi que celles de la scission syndicale de la CGT et de la naissance de la CGTU d'autre part.

Au congrès de Tours en décembre 1920, comment votent les fédérations socialistes à majorité rurale sinon paysanne de nos quatre départements ? Si les Pyrénées-Orientales et le Gard se prononcent nettement pour la  $\notin \notin \notin$  Internationale, l'Hérault est contre et l'Aude n'accorde à cette adhésion qu'un peu plus du tiers des mandats (20). Il n'y a donc rien de très probant en Languedoc-Roussillon concernant le vote paysan à Tours. Mais ce qui est sûr c'est que, même là où l'adhésion à la  $\notin \notin \notin$  Internationale l'a emporté, dès les élections générales de 1924, le parti socialiste SFIO maintenu fait mieux que le nouveau parti communiste. L'entre-deux-guerres et plus particulièrement l'année 1932, représente même dans la région la période d'apogée du socialisme SFIO De plus, il est intéressant de souligner que le chef de file du socialisme régional est Edouard Barthe, député de l'Hérault, élu des cantons ruraux des environs de Béziers. Barthe est également le grand spécialiste national des questions viticoles. Sa politique se situe dans le droit fil de l'union sacrée de 1907. C'est pourquoi elle a le soutien non seulement des radicaux mais aussi des conservateurs. Il s'agit de protéger le marché du vin de toutes les manières, de l'organiser et de limiter la production. Cette politique s'adresse aux propriétaires sans distinction, étant entendu que la condition des ouvriers de la vigne s'améliorera d'elle-même avec le relèvement des cours du vin (21).

Notre sujet n'est pas d'entrer dans le détail des dispositions techniques dont Barthe est l'inspirateur direct ou indirect. Qu'il nous suffise de dire que son action concerne la question des alcools et le statut de la viticulture. Sur le premier point, on doit à Barthe l'accord de Béziers signé le 8 avril 1921 entre représentants des viticulteurs du Midi et des betteraviers du Nord. Cette question des alcools est centrale, car la distillation est alors la principale solution à la surproduction chronique de vin. Mais produire beaucoup d'alcool de vin risque de provoquer une autre surproduction, celle des

alcools, dans la mesure où les betteraviers produisent pour la même raison de l'alcool. A partir de 1921, le marché des alcools sera divisé en alcools de bouche (alcools de vin et de fruits) et alcools industriels (alcools de betterave et d'autres végétaux). Les premiers serviront à la consommation de bouche intérieure, les seconds seront exportés ou serviront à la fabrication du carburant national, mélange d'essence de pétrole et d'alcool pour les automobiles. En 1922, le Parlement rend ce mélange obligatoire allégeant ainsi le marché du vin en France pour deux décennies.

Ce n'est cependant pas suffisant pour conjurer la crise viticole chronique et Barthe va inspirer dans les années 1930 toute une série de lois relatives à la viticulture. Ces lois sont connues sous le nom de statut de la viticulture ou statut viticole. Plusieurs lois de 1931 instituent la distillation obligatoire à partir d'un certain niveau de récolte de vin en France et en Algérie, limitent l'irrigation et les nouvelles plantations, bloquent une partie du vin à la propriété. En 1935, un décret-loi institue l'échelonnement des livraisons de vin sur le marché. Ces mesures dirigistes sont-elles progressistes ? S'agit-il de malthusianisme ou d'économie maîtrisée ? Ont-elles favorisé le progrès technique ? On est en droit de contester ce dernier point. En réalité, on peut considérer cette politique comme un agrarisme de gauche dans la mesure où elle a favorisé la petite propriété vigneronne. Ces lois ont d'ailleurs été votées à la Chambre par les groupes socialiste et communiste (22).

Cependant, Barthe est de plus en plus critiqué sur sa gauche comme s'intéressant trop à la grande propriété. Aussi en 1932, il inspire la création d'une ligue des petits et moyens viticulteurs avant de choisir en 1933, avec son collègue député du Gard et spécialiste comme lui des questions paysannes, Adéodat Compère Morel de quitter la SFIO et de rallier les néo-socialistes. Mais cela ne suffit pas pour que le parti socialiste rompe en matière viticole avec la politique barthiste. On le voit bien en 1936 lorsque le député socialiste, le SFIO de Béziers Léon Baylet tente, mais en vain, de promouvoir un office du vin comme il y aura bientôt un office du blé. Mais les fédérations socialistes de la région ne mettent aucun enthousiasme à défendre le projet, pas même Léon Blum député de Narbonne depuis quelques années et président du Conseil, car la masse des viticulteurs se satisfait du statut de la viticulture. Par contre, les socialistes soutiennent les créations de coopératives viticoles en faveur des petits propriétaires, créations qui surviennent un peu partout dans la région surtout dans les années trente, mais qui n'ont plus de références idéologiques ou politiques contrairement à celles du début du siècle.

La situation du parti communiste dans les milieux viticoles durant l'entre-deux-guerres est bien plus difficile que celle du parti socialiste. Le PC n'a aucun député jusqu'en 1936. Cette année-là, il en obtient deux (dans le Gard) mais dans des régions plus industrielles qu'agricoles. La base de son programme agraire est constituée par le texte de son congrès de Marseille de 1921, programme retouché en 1924. Après avoir constaté la résistance de la petite propriété à la concentration capitaliste, le congrès de Marseille prévoit, après la révolution socialiste, de conserver la petite propriété familiale qu'il est souhaitable de regrouper en coopératives tandis que la grande propriété sera expropriée et transformée en coopératives de production. Toutefois, ce programme inspiré par le député du Lot-et-

Garonne Renaud Jean n'envisage pas de revendications immédiates, ce qui ne sera fait qu'en 1924. C'est alors que sont proposés : le développement des coopératives, la suppression de l'impôt foncier pour la propriété familiale, l'électrification des campagnes, la nationalisation de la production et du commerce des engrais, l'attribution des terres en friches aux paysans pauvres et la mise à disposition d'un milliard de francs pour le développement de l'agriculture.

Il n'est pas difficile de voir que ce programme, d'ailleurs mal popularisé dans la région avec de faibles moyens, ne peut avoir qu'un impact fort limité dans les milieux viticoles satisfaits par l'accord sur les alcools de 1921 puis par le statut de la viticulture. Ainsi faut-il constater l'échec en Languedoc comme en Roussillon du Conseil paysan français créé en 1925 par le PCF et transformé en 1929 en Confédération générale des paysans travailleurs (23). Une autre raison explique le faible impact de la politique communiste en direction de la paysannerie viticole. C'est le fait que la bolchevisation a amené aux postes dirigeants du parti des ouvriers, souvent ouvriers agricoles intransigeants, peu enclins à s'adresser aux propriétaires. Pourtant, les analyses communistes de la situation de la viticulture ne manquent pas de pertinence en mettant notamment l'accent sur le rôle des importations d'Algérie, en montrant les limites du statut de la viticulture et en réclamant la suppression du code de l'indigénat en Algérie afin de diminuer la compétitivité des vins d'Algérie. Mais, dans la pratique, le PC. reconnaît la valeur du statut de la viticulture et en 1936, si ses représentants réclament au niveau national un office du blé, ils ne souhaitent pas un office du vin.

Par contre, le parti communiste réussit beaucoup mieux en direction des ouvriers agricoles qui, bolchévisation aidant, constituent l'ossature du parti dans les quatre départements. Le parti apporte aussi un soutien total aux syndicats de la CGTU dont il inspire étroitement l'action. C'est dans le milieu des ouvriers agricoles, marqués par l'action de l'ancienne fédération des travailleurs agricoles du Midi d'orientation syndicaliste révolutionnaire, que le PC puise l'essentiel de ses cadres (24). La filiation syndicalisme révolutionnaire-communisme dans les campagnes viticoles du Languedoc et du Roussillon est évidente. Comportement et mentalité sont les mêmes : esprit de classe intransigeant, combativité élevée, ouvriérisme. C'est ce qui explique que alors que la CGT, qui se présente elle-même dans la région comme réformiste, peut aligner davantage d'adhérents, elle est incomparablement moins active et moins forte que la CGTU C'est la CGTU qui dirige les nombreuses grèves agricoles de la région notamment de 1926 à 1933.

Dans ces luttes, les syndicalistes unitaires s'aguerrissent et gagnent en audience. Aussi lorsqu'en 1935-1936 la réunification syndicale survient par fusion dans une seule CGT, les militants unitaires se retrouvent tout naturellement à la tête des organisations syndicales agricoles des quatre départements. Leur rôle augmente même à la faveur des grèves de 1936. La majorité qu'obtiennent alors les unitaires au niveau des unions départementales dans l'Hérault par exemple est due au poids des agricoles.

L'adoption par les communistes de la stratégie de front populaire fait sentir également ses effets après 1936. En 1938 et en 1939, parce qu'ils sont guidés par l'antifascisme beaucoup plus que

par un esprit de classe étroit, les communistes sont amenés à être plus attentifs aux intérêts des viticulteurs. Non seulement ils soutiennent la coopération, mais alors que les socialistes sont quelque peu gênés pour défendre un statut viticole qui est l'oeuvre d'un Edouard Barthe devenu néo-socialiste et donc adversaire de leur parti, les communistes créent au début de 1939 des comités de défense du statut viticole qui leur apparaît menacé par la politique gouvernementale. Lorsque la guerre éclate en septembre 1939, le parti communiste pour la première fois de son histoire est en train de marquer des points importants dans les milieux de propriétaires viticulteurs de la région après avoir affirmé son hégémonie dans celui des ouvriers agricoles. Cette pratique nouvelle pour le PC avec cette ampleur facilitera quelque temps plus tard son action résistante dans ces mêmes milieux. En 1945, le parti communiste devançant la SFIO va occuper le premier rang des partis politiques dans la région et notamment dans les campagnes à l'exception de l'Aude. Il conservera cette place pendant une trentaine d'années en Languedoc-Roussillon comme dans beaucoup de régions rurales françaises. C'est que la question paysanne est au cœur de sa stratégie d'alliance et le PC se reconnaît pleinement dans ces deux vers de l'Internationale : "*Ouvriers, paysans nous sommes Le grand parti des travailleurs*" vers qui résumant cette stratégie comme la résume le drapeau rouge frappé de la faucille (paysanne) et du marteau (ouvrier).

Tels sont quelques uns des grands traits de la diffusion du progressisme politique dans les campagnes du Languedoc et du Roussillon du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. On a pu en distinguer trois étapes : le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'apparition d'un messianisme républicain en milieu paysan ; la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle marqués par le développement tout à la fois du premier socialisme et d'un syndicalisme ouvrier intransigeant, combatif, en qui s'incarnent plus que dans le socialisme les espoirs de transformation sociale révolutionnaire en milieu rural ; l'entre-deux-guerres enfin où socialisme et communisme sont désormais en compétition et où les espoirs messianiques d'une société meilleure s'incarnent d'une façon privilégiée dans le communisme. Mais le progressisme en milieu rural languedocien et roussillonnais ne saurait se réduire à son aspect le plus avancé, le plus révolutionnaire. Non seulement, ce monde rural participe pleinement à la vie politique nationale mais il manifeste son originalité par le développement de la coopération viticole et par l'appui massif apporté à l'élaboration et à la défense d'un statut de la viticulture dont on ne peut dire pourtant qu'il représente le progressisme économique.

**Jean SAGNES**

**Professeur à l'Université de PERPIGNAN**

- (1) Sur la région, on consultera : A. Soulier, *Le Languedoc pour héritage*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1993 et J. Sagnes (direction), *Le pays catalan*, 2 vol., Pau, 1983 et 1985.
- (2) Voir J. Sagnes, *Le Midi rouge*, Paris, Anthropos, 1982 et le numéro spécial des Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, *Occitanie : recherches sur une spécificité*, n° 9, 1982.
- (3) R. Huard, *Le mouvement républicain en Bas-Languedoc, 1848-1881*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, p. 62
- (4) M. Villemagne, *Événements politiques à Saint-Thibéry (Hérault) en 1851-1852*, Saint-Pons, 1903, p. 15
- (5) R. Huard, *op. cit.*, p. 63
- (6) S. Vila, *Les milieux populaires et la République dans l'Hérault de 1815 à 1852 : mutations dans les comportements politiques*, thèse, Université Paris I-Sorbonne, 1976.
- (7) M. Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Le Seuil, 1973.
- (8) R. Huard, *op.cit.*, pp 88-89
- (9) S. Vila, *op.cit.* et J. Sagnes, *op.cit*
- (10) S. Vila, *op.cit.*, R. Huard, *op.cit* et A. Balent, La résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851 en Roussillon et la répression gouvernementale, *Massana*, n° 20, 1973.
- (11) M. César, *La commune de Narbonne (mars 1871)*, Presses universitaires de Perpignan, 1996.
- (12) C. Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : les guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965. Pour l'Hérault, voir J. Sagnes, *Le mouvement ouvrier en Languedoc*, Toulouse, Privat, 1980.
- (13) J. Sagnes, Les organisations ouvrières du Languedoc et la question paysanne de 1892 à 1939, *Recherches et débats. Supplément aux cahiers d'histoire de l'IRM*, 1979. Sur le Gard, voir Y. Fourchard-Gounelle, *Religion et politique en France. Le Gard (1881-1914)*, thèse, Université Paul-Valéry Montpellier III, 1997.
- (14) J. Sagnes, Le mouvement... *op. cit.*, pp. 146-169.
- (15) G. Gavignaud, Les caves coopératives en Roussillon au début du  $\text{XX}^{\text{e}}$  siècle, *La revue de l'économie sociale*, mars 1986.
- (16) J. Sagnes, M. et R. Pech avec la collaboration de F. Pic et M. Vieux, *1907 en Languedoc et en Roussillon*, Montpellier, Edisud, 1997.
- (17) idem
- (18) Sur l'agrarisme, on se reportera à P. Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, 1968. L'agrarisme de 1907 est condamné avec fermeté par les syndicalistes agricoles tel Paul Ader, secrétaire de la Fédération des travailleurs agricoles du Midi. Pour lui est aussi répréhensible le programme du mouvement qui ne fait aucune place aux revendications ouvrières que la création de la CGVM., "véritable suicide moral" pour la classe ouvrière (P.Ader, La crise viticole et la classe ouvrière, *Le mouvement socialiste*, juillet- déc. 1907).
- (19) Dans cette perspective, on ne peut qu'être surpris de voir en 1947 le PCF commémorer le mouvement de 1907 en occultant totalement les grèves de 1904. C'est que le PCF veut voir dans 1907 avant tout l'esprit de lutte paysanne à un moment où son influence s'est élargie dans la paysannerie. N'oublions pas non plus l'influence personnelle d'André Marty, secrétaire national du PCF, qui a participé en juin 1907 aux manifestations de Perpignan. Quelques décennies plus tard, dans les années 1970, beaucoup verront dans 1907 une anticipation des mouvements de défense régionale visant à sauvegarder l'emploi.

(20) J. Charles, J. Girault, J.L. Robert, D. Tartakovsky, C. Willard, *Le congrès de Tours, édition critique*, Paris, Editions sociales, 1980.

(21) J. Sagnes, *Politique et syndicalisme en Languedoc*, Montpellier, Université Paul Valéry, 1986.

(22) Sur l'agrarisme, outre P. Barral *op. cit.*, voir P. Gratton, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Maspéro, 1972.

(23) François Mioch, petit métayer de Florensac (Hérault), "monte" à Paris en 1931 à la section agraire du PCF puis, en 1933, devient secrétaire général de la Confédération générale des paysans travailleurs (CGPT) et, en 1937, rédacteur en chef de *la Terre*, hebdomadaire paysan du PCF.

(24) On peut citer Paul Balmigère né à Camplong (Aude) futur député de l'Hérault et futur maire de Béziers ; Jean Domenech de Boujan-sur-Libron (Hérault) futur secrétaire de l'union départementale de la CGT.; son frère Marc futur secrétaire de la fédération communiste de l'Hérault et futur secrétaire national du Secours Populaire Français ; Antonin Gros, de Marseillan (Hérault) secrétaire de la fédération nationale agricole de la CGT réunifiée et futur député de l'Hérault ; Parsal de Capestang (Hérault), secrétaire de la région du Languedoc du PCF. puis de la région orléanaise du PCF. et de la CGTU., secrétaire général de la Fédération Unitaire de l'agriculture et futur député de la Seine ; Edmond Rocca de Capestang (Hérault), secrétaire de l'Union Départementale de la CGT. du Gard ; son épouse Gilberte, futur député du Gard ; Henri Roqueblave, de Marseillan (Hérault), secrétaire général de la Fédération unitaire de l'agriculture etc.

*Extrait de La diffusion des idées progressistes dans le monde rural de la Révolution au XXe siècle. Actes du colloque de Châteauroux, 16 mai 1998, publié en 2000 par le Centre de recherches, d'études et de documentation de l'Indre, 15 rue de la République 36 000 Châteauroux.*